L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 3 NOVEMBRE 1841.

POUR GOUVERNEUR :

HENRY JOHNSON.

La conduite du président Tyler relativement au bris des banques a paru si extraordinaire et si vetue soit sensible si faiblement motivée qu'on a dû penser que Son Excellence avait été influencée par quelque motif secret pris en dehors de la question financière, aussi chacun a-t-il fait sa supposition et établi son calcul de probabilités. Mais le plus grand nombre a pensé, après y avoir bien réfléchi, que ce motif secret ne pouvait être autre que l'espoir d'une re-élection. Et il faut convenir que cette supposition ne peut manquer de se changer en certitude quand on songe que ce fait, articulé hautement par la presse indépendante dès l'apparition des votes, n'a jamais été démenti par aucun des organes officiels ou officieux du Président.

Ce silence absolu sur une question semblable est d'autant plus significatif que, d'une part, ils ont été plus d'une fois sommés, et toujours inutilement, de s'expliquer là-dessus et que, de l'autre, ils ont constamment poursuivi de leurs injures l'homme qu'ils supposent avec raison devoir être le prochain candidat du parti Populaire, en effet, ces aimées diatribes contre M. Clay, si ce grand homme d'Etat n'était pas considéré comme un concurrent redoutable ?

On ne peut pas s'y tromper, ce fiel de M. Tyler et de ses organes, indique clairement l'intention et les tendances de la Camarilla.

Mais s'il pouvait y avoir des doutes à cet égard, le *Madisonian*, l'organe confidentiel du Président, ne pourrait manquer de les lever. Ce journal, parlant du manifeste de la Convention whig de Syracuse, dit après avoir manifesté son mécontentement de ce qu'on n'a rappelé les grands services rendus par M. Clay à la cause de la réforme et au pays : "Nous ne voulions pas donner à la Convention le droit de soumettre au peuple dès à présent, le nom d'un candidat quelconque (c'est fort heureux !), mais nous doutions de la convenance de ce mouvement et nous l'aurions que la Convention ait le droit de déclarer incapable (*disqualified*) tout autre individu. Il n'y a point de raison pour que M. Tyler ne puisse, en temps utile, soumettre son administration à l'approbation du pays."

Ces citations sont de nature à ne point laisser de doute sur ce que veulent faire les amis du Président. Ils ont certainement le droit de le faire, mais ce droit ne peut pas être discuté, c'est qu'on a aussi le droit de parler favorablement de M. Clay, comme candidat à la présidence, parce que cette manifestation de préférence peut nuire au Président accidentel *au profit d'un autre*, *en temps opportun*, *de faire valoir ses prétentions à la présidence*, prétentions basées sur sa première administration."

Nous le répétons, ce passage a un sens, c'est celui que nous venons de lui donner.

Ainsi il est donc bien avéré que le Président Tyler reconnaît ses engagements à l'égard du principe d'*un terme unique*, comme il les a méconnus relativement à l'établissement d'une Banque Nationale.

Un doute certainement se le rappeler, le parti démocrate whig s'est positivement déclaré, pendant la dernière campagne électorale pour la présidence, contre le principe de la re-élection pour un second terme. Et maintenant M. Tyler veut entrer Jackson jusqu'au bout en foulant aux pieds, une fois parvenu au pouvoir, les engagements à lui de desquels il s'était parvenu !

On nous dira sans doute, comme on l'a déjà fait à propos d'une autre question, que jamais M. Tyler n'a pris d'engagements à cet égard et que les élections n'ont point décidé ce point, mais le peuple n'y sera pas trompé.

Hommage.—A la tête des manifestes faites par le Président Tyler, nous voyons figurer celle de M. Bosse, A. Commissaire de la Nouvelle-Orléans auprès de la cour des Etats-Unis pour le district de la Louisiane en remplacement de Théodore H. Mc Caleb, décédé.

Nous croyons devoir rassurer les nombreux amis de M. Bosque Mc Caleb que la nouvelle de cette mort inattendue auraient pu plonger dans le deuil en leur annonçant que M. Theodore H. McCaleb est dans le plus parfait état de santé et que tout porte à croire qu'il continuera encore long-temps à rendre la justice parmi nous.

Nous espérons qu'avant peu de jours, le Président Tyler nous fera connaître, avec la lucidité et la précision qui l'a employée à la rédaction de ses deux veto sur la Banque Nationale, les motifs qui l'ont porté à faire un si grand nombre de nominations nouvelles.

Candidature en vue. — C'est *le Courrier de la Louisiane* de la ville de Saint-Jacques qui nous apprend que le juge Mc Caleb a été proposé par la Tour-nooth-Club, comme notre Lafayette annonce qu'il a arrêté dans notre dernier numéro, qui a été vendu à la vente de l'asyle des orphelins catholiques. Tous les ans à pareille époque, les Cazadores font une quête semblable dans le même but, et cette Compagnie n'a pas dérogé, cette année, à cette louable habitude.

BUREAU DE SANTE.

Pendant les quarante huit heures qui se sont écoulées depuis la midi à midi, il y a eu dix sept décès, savoir :

Fièvre jaune, 10 dont 2 de fièvre jaune.
La Fièvre, 2 0 0
Phthisie, 1 1 0
Catholique, 1 0 0
17 3

Pendant les vingt quatre heures qui ont expiré hier à midi, il y a eu six inhumations, dont deux de fièvre jaune, savoir :

Catholique, 1 dont 0 de fièvre jaune.
Potter's Field, 3 0 0
Cypress Grove 2 2 0
6 2

N. B. Les rapports officiels portent 13 morts pour les deux premiers jours, et 10 pour la journée d'hier, par suite du rapport du cimetière catholique n'a pu être fait lundi vu l'interruption extraordinaire du jardinier à cause de la Toussaint, mais en vérité que le résultat est le même.

RAPPORT DE L'HOPITAL DE CHARITÉ.

Dans 24 heures expirant hier soir à 6 heures :

Admissions 10 sur lesquelles 3 de fièvre jaune
Sorties 11 4 0
Décès 1 1 0
Patients à l'hopital, 297.

Hier soir le Columbiana est arrivé du Havre et a mis à bord 222 passagers.

[POUR L'ABEILLE.]

De quelques faits des paiements en espèces par les banques.

La question de la reprise des paiements en espèces par les banques de la Nouvelle-Orléans en a fait naître une autre qui occupe beaucoup les esprits ; c'est celle savoir le sort qu'auront les billets de nos Municipalités quand les banques paieront en argent.

Le quart de la circulation actuelle de la Nouvelle-Orléans est en billets des trois Municipalités. Nous pensons que si la reprise des paiements en espèces par nos banques doit, directement ou indirectement, réagir sur les billets des Municipalités, nos institutions municipales ne doivent pas, dans les grands et sérieux mesures qu'elles vont prendre lundi prochain de sus une circulation qui intéresse toute cette cité nombreuse.

***

Nous apprenons par une personne arrivant des Attakapas que les juges ont acquitté d'avoir assassiné le capitaine de Hart, avaient été jugés, trouvés coupables et condamnés à être pendus.

Les habitants des environs de Lafourche ont commencé à faire leur sucre, la récolte jurait devoir être abondante.

L'honorable Alexander Barrow, notre sénateur au Congrès, est arrivé il y a peu de jours à sa résidence de Baton Rouge.

On a commencé à New-York le procès de célèbre faussaire Col. Monroe Edwards, ainsi que celui de John P. Caldwell, et Hugh S. Hill.

L'honorable John Forsyth secrétaire d'Etat, et le ministre le plus capable et le plus distingué du cabinet de l'expédient Van-Buren, est mort à Washington le 23 du mois dernier des suites d'une fièvre bilieuse.

***

Le N. Y *Commercial Advertiser* dément positivement le bruit qui a couru que M. Webster venait de donner sa démission.

SINISTRE.—Les journaux de la Mobile rapportent que le steamboat Jewess, capitaine Brooks, dans son voyage de Montgomery avec un chargement d'environ 360 balles de coton, a pris feu à bord le 20 courant et a coulé et a sombré dans 5 pieds d'eau. On sauvera une grande partie de la cargaison, mais le bateau sera entièrement perdu.

ZACHARIAH MONE qui a assassiné M. John Hughes, de Mobile il y a environ dix huit mois, a été jugé et condamné à être pendu le premier vendredi de février prochain.

INCENDIE.—Un incendie considérable a eu lieu à Macon (Georgie) dans la matinée du 21 octobre dernier ; les flammes ont dévoré deux grandes écuries, plusieurs magasins, la Banque d'Amérance de Columbus, et d'autres bâtiments. On a mis tout en fait pour sauver la banque d'Omulgee afin d'arrêter les progrès du feu. Les livres, les papiers et l'argent de ces deux banques ont été sauvés. On suppose que ce feu est l'œuvre d'un incendiaire.

EXTERIEUR.

NOUVELLES D'EUROPE.

Arrivée du steamer Columbia.

Le steamer *Columbia*, capitaine Judkins, parti de Liverpool le 5 octobre est arrivé à Halifax le 18 après une pénible traversée et à Boston le 21, avec 117 passagers parmi lesquels Lord Morpeth.

ANGLETERRE.

Comme on devait s'y attendre le nouveau ministère a annoncé à la prochaine session de février la question des céréales, malgré les nombreuses et pressantes pétitions signées dans toutes les parties du royaume et par lesquelles on suppliait sa Majesté de ne point proroger le parlement avant d'avoir pris quelques mesures décisives à cet égard. On porte à plusieurs millions le nombre de signatures qui couvrent ces pétitions. Cependant le parlement devait être prorogé le 8 octobre sans avoir égard à ces pétitions.

Le plan du nouveau chancelier de l'Echiquier est maintenant connu : On a déjà annoncé un emprunt de trois millions de livres sterling. Les chambres ont aussi voté une somme de dix à onze millions pour faire face aux allocations de la dernière session.

Ainsi toutes les grandes questions politiques économiques et financières se trouvent ajournées.

Le commerce et les fabriques souffrent beaucoup. Une infinité d'ouvriers sont sans travail et la misère est à son comble, un grand nombre de personnes, presque tous les pauvres pouvant réaliser quelques moyens, se disposent, dit-on, à passer en Amérique.

La nouvelle de l'insolvabilité et de la liquidation de la Banque des Etats-Unis de Pennsylvanie a produit en Angleterre et sur tout le continent une impression bien difficile à effacer et qui ne pourra manquer de porter un coup funeste au crédit américain en général.

Les vetos du Président Tyler et le changement de cabinet qui en a été la conséquence, sont diversement appréciés par la presse anglaise.

Le *Morning Herald* y pense que le changement est favorable aux partisans de la paix. M. Webster, dit-il, "demeure au pouvoir seulement dans le but de maintenir les relations amicales existantes entre ce pays et les Etats-Unis. Il ne pouvait pas donner de plus grande preuve de son patriotisme; car la conduite de M. Tyler envers sa dernière administration relativement au bill de la Banque provoquait la démission du cabinet tout entier." Ce journal ajoute qu'il n'y a pas d'exemple en Angleterre d'un souverain refusant sa sanction royale à un bill adopté par les deux branches de la législature et il termine en disant que M. Tyler, désirant d'être réélu, recherche la faveur du parti loco-foco. Le *John Bull*, journal ultra tory, loue M. Tyler à cause de ses vetos et se répand en injures grossières contre le peuple américain.

On savait que McLeod devait être jugé prochainement (lecquitement n'a du être connu en Angleterre que plus tard), cependant le ton des journaux n'a pas cessé d'être bienveillant pour les Etats Unis. Ce n'est pas que la mise en jugement d'un sujet anglais, pour un fait dont le gouvernement anglais assume la responsabilité, soit approuvée le moins du monde en Angleterre; mais la presse en rejette la faute sur l'ancien ministre des affaires étrangères, Lord Palmerston, ou sur la faiblesse, du gouvernement de l'Union dont la volonté est constamment neutralisée par la volonté contraire des Etats formant la confédération américaine. A ce égard le *Herald* dit :

"Si nous pouvions oublier que dans le jugement de "McLeod la couronne d'Angleterre se trouve accusée de félonie, nous considérerions les nouvelles reçues par le Britannia comme favorables et satisfaisantes. En tout cas si les clues ne sont pas dans l'état que justifie la nation n'en doit point savoir gré à Lord Palmerston, car il a grandement compromis, en cette circonstance l'honneur anglais." Le *Herald* pense du reste que la sécurité personnelle de McLeod n'est pas douteuse.

Le *Morning Post* dit : "Il est satisfaisant de voir que les membres les plus capables et les plus influens du congrès sont raisonnables, modérés et pacifiques dans leur langage. Un discours de M. Adams sur ce sujet est digne d'attention. Les autorités de New York ont pris des précautions à ce qu'il paraît pour protéger McLeod contre le lynchage. L'avenir montrera si ces précautions sont ou non efficaces."

Le *Morning Chronicle* se borne à dire en termes généraux que l'affaire se présente sous un jour peu favorable. "Le *Times* est plus explicite dans son mécontentement: "quel que soit le résultat de l'affaire McLeod, dit-il, l'honneur de la Grande Bretagne est, maintenant, hors le craignons du moins, décidément compromis. Le point important de toute cette affaire en ce qui concerne ce pays, était que l'individu réclamé par l'Angleterre ne fut pas jugé. M. Webster a déclaré qu'il était impossible d'arrêter le jugement et M. Adams a parlé dans le même sens. "Nous envoyer dans une distance de jours un *steamer* nous annonçant que le prisonnier est acquitté, ne signifiera rien; car le fait seul du jugement d'un sujet anglais nullement justiciable des tribunaux Américains compromet autant l'honneur de la Grande Bretagne que si le prisonnier était condamné à mort. Ce journal termine en disant qu'il espère que le gouvernement Américain fera la promesse solennelle d'user de son influence pour faire passer au congrès un bill déterminant clairement les droits des Etats afin qu'on ne puisse à l'avenir fouler au pieds toute justice internationale sous prétexte d'indépendance.

L'opinion du *Courrier* est à peu près la même, seulement nous y trouvons en plein, parce que ce journal étant l'organe avoué du nouveau cabinet, les opinions qu'on y met par ce fait aeul une plus grande importance.

Son acquiescement, dit le *Courrier* en parlant de McLeod, quoique tendant à calmer l'agitation et à diminuer les chances d'une rupture immédiate, sera loin de présenter une solution aux questions qui sont en ce moment pendantes entre les deux pays, et effacer l'outrage fait à l'homme et à la dignité de la Grande Bretagne. Que le gouvernement anglais ne puisse permettre que l'affaire finisse avec le jugement et l'acquittement de McLeod, c'est ce qui est d'une simple, mais ce qui n'est pas si simple c'est le manière dont il faut le faire. Il est sous l'administration de M. Polk-ration et de nous tirer de la position fausse et humiliante où le gouvernement anglais a placé par rapport à ce territoire des affaires étrangères. Il faut mettre une cette position est si difficile qu'il sera, nous avons lieu de le craindre, impossible d'effacer entièrement de la mémoire du caractère national par cette prétendue protection tacite de long emprisonnement de McLeod. Nous croyons fermement que tout ce que pourra faire le patriotisme et la capacité sera fait afin de venger l'honneur de la Grande Bretagne et maintenir la dignité de la couronne, nous pensons qu'on exigera pleine et entière satisfaction soit pour la victime elle-même et cet acte arbitraire, soit pour la nation à laquelle il appartient, nous nous croyons aussi que l'affaire a été telle et négligée par la dernière administration que le rendre de sera maintenant jire que le mal."

Le *Dispatch* contient un assez singulier article sur les affaires de France et des Etats-Unis. "Le marché monétaire est légèrement affecté, dit ce journal, par une nouvelle manifestation d'animosité entre la France et les Etats-Unis. La publication d'un article officiel dans le *Journal des Débats*, contredisant la nouvelle que la France avait l'intention de réduire sa marine en même temps que son armée est accroissement augmentée au-delà de ses ordinaires proportions déjà si grandes, a donné lieu à beaucoup de suppositions. Le véritable but de la France paraît être de prendre part, s'il est nécessaire, dans la dispute possible entre les Etats-Unis et l'Angleterre en conséquence d'arrangemens pris entre les cabinets de Washington et celui de Tuileries par l'intermédiaire du général Cass. Les journaux français donnent à ce mouvement hostile un but différent. Ils parlent de maintenir l'influence française à Tunis de crainte que l'influence anglaise ne nuise à la réussite de l'occupation d'Afrique. Il paraît cependant que le gouvernement Tunisien a connais envers l'Angleterre la même offense que celle qui servit de prétexte à la France pour s'emparer d'Alger. Le consul anglais de Tunis a été battu et mis en prison. Le Bey a envoyé un ministre à Paris pour y conclure quelques arrangemens. Il y a maintenant à Tunis deux bricks de guerre anglais et trois vaisseaux français."

Parlant des affaires d'Amérique le *Dispatch* dit qu'il n'est pas probable que le commerce américain reprenne avant six mois.

Le steamer *Britannia* était arrivé à Liverpool le 30 septembre.

Un M. John Pirie, platrier, a été élu Lord maire de Londres.

Kinmell-Hall, la magnifique résidence de campagne de Lord Dinorbon a été détruite complètement par les flammes par la négligence d'un domestique. Les pertes sont estimées à £35,000.

Sir Charles Bagot a été nommé gouverneur général des provinces anglaises du Canada.

On assure que le steamer *British Queen* devait faire le voyage de Constantinople avant d'entreprendre son voyage de printemps à New York.

La ligne de chemin de fer de Londres à Brighton est ouverte au public depuis le 21, et déjà il y a eu deux grave accidens.

Le ministère américain près la Cour de St. James, Stevenson, a arrêté son passage à bord du *Great Western* qui a dû quitter Bristol pour New York le 23 octobre.

FRANCE.

Les nouvelles de France sont sans importance et comme elles nous parviennent à travers le double mutilation des journaux anglais et américains, il n'en suit qu'on est privé de ces détails qui peuvent seuls leur donner quelque intérêt.

Le Rus a passé une grande revue et donné divers drapeaux à Lumpiègne. Il n'y a depuis les dernières nouvelles ni émeutes, ni troubles sérieux. Le récensement s'opère maintenant assez paisiblement.

Cependant deux accidens, sans doute impurs, ont menacés à un intervalle de quelques jours seulement la vie du Roi. Une fois la voiture royale a failli j'être brisée à St. Cloud par les chars du chemin de fer et une autre fois elle s'est violemment heurtée contre une chaloupe.

Le *Temps* rapporte ce qui suit : Il y a quelques nuits trois personnes pénétrèrent secrètement dans le petit parc de St. Cloud. Comme ils s'approchaient avec précaution du Palais ils furent apperçus par la sentinelle qui leur cria qui vive ? Sur leur réponse : Ronde de surveillance la sentinelle leur ordonna d'approcher, et ils l'approchèrent, mais à peine étaient-ils près du factionnaire, qu'une de ces personnes se jeta sur lui en s'efforçant de lui ôter son fusil, pendant que les deux autres le battaient et cherchaient à l'étrangler. Dans la lutte qui s'en suivit le coup partit et les assaillans, effrayés sans doute de voir arriver du renfort s'échappèrent immédiatement. On faisait d'abord quelque difficulté de croire à cette aventure racontée par le factionnaire, mais lorsqu'on eut vu des gouttes de sang sur son fusil, prouvant que l'un de ces misérables avait été blessé et trouvé sur son corps les traces des contusions qu'il avait reçues, il n'y eut plus moyen de douter. Cette attaque a été faite, au rapport de la sentinelle, par une personne bien mise, il n'a pas remarqué les autres.

Il paraît que les journaux ont redoublé de violence dans leurs attaques, car il y a eu de nombreuses saisies opérées sur tous les points.

La *National* avait été jugé et acquitté pour un article publié en décembre dernier, incriminé comme attaquant et les personnes du Roi et son inviolabilité constitutionnelle. Mais après son acquittement, le National, dans l'exaltation du triomphe, a avoué ce qu'il avait jusqu'alors nié : que c'était bien le Roi qu'il avait voulu attaquer. Il en est résulté une nouvelle poursuite contre lui.

Nous voyons par d'autres journaux que le National a été condamné, pour calomnie exprimant à la haine et au mépris du gouvernement du Roi, à quatre mois d'emprisonnement et cinq mille francs de dommages-intérêts. Il paraît que c'est le jugement de la seconde affaire.

Le Bulletin des lois contient le traité passé entre la France et la République de Nouvelle Grenade par lequel les deux nations sont déclarées réciproquement sur le pied de la plus grande faveur. Ce traité n'est que provisoire et doit rester en force pendant quatre ans, mais il doit être prolongé d'un autre terme de quatre ans à moins que l'une des parties contractantes ne déclare son intention contraire.

ESPAGNE

Un journal de 25 septembre dit que la ville de Valladolid ressemble plus à une forêt remplie de brigands qu'à une cité populeuse et civilisée. Le vol y commet de vols et de meurtres impunément en plein jour.

A Pontevedre on a commis de grands excès à l'occasion de l'anniversaire de la révolution de septembre.

Espartero et son gouvernement s'occupaient des finances de l'Etat dont les ressources sont chaque jour plus précaires.

Il y avait eu quelques tentatives d'insurrection, mais tout a fait isolées et insignifiantes, on a donné à don Francisco de Paule, un des oncles de la jeune reine la permission de rentrer en Espagne.

On parlait beaucoup d'un mariage projeté entre le second fils de l'*Infante* don Francisco de Paule et la jeune reine d'Espagne, marché qui est secrètement amené par Arguelles et par Espartero. On ajoute que l'infante résidera au palais de l'Alcazar à Séville, mais que le prince Henry demeurera à Madrid. Le bruit qu'on fait courir que Arguelles voulait régner la place de gardien de la reine paraît être dénué de fondement.

Le *Mémorial Bordelais* du 24 dit, en effet, que le régent Espartero, d'accord avec Arguelles et avec l'approbation du gouvernement britannique a consenti de former une alliance matrimoniale entre la reine Isabella et le fils de l'infante don Francisco de Paule et que la proposition en sera soumise aux Cortès à leur prochaine session.

Ce plan favorise par l'Angleterre n'a d'autre but que d'acquérir à cette nation une sorte de suzeraineté sur la Peninsule.

Il était question de difficultés sérieuses entre l'Espagne et le Portugal à propos de certains droits. On allait même jusqu'à dire qu'une rupture était imminente.

PORTUGAL.

On s'occupe presque exclusivement de projets de finances. Le peuple s'émeut de taxes qu'on exige de lui sans relâche et sans cesse ; le parti radical pousse les choses à l'extrême afin d'arriver plus aisément à ses fins.

Des lettres de Lisbonne annoncent la faillite de la maison espagnole Carpas, Garcia & co, pour environ $600,000 et aussi la faillite de la maison brésilienne Da Silva & co.

On se plaignait aussi très vivement des nouvelles dispositions du tarif américain.

HOLLANDE — BELGIQUE — ALLEMAGNE.

Des lettres d'Amsterdam, allant jusqu'au 27 septembre font mention d'une baisse dans les actions de la société de commerce, comme une exemple de ses funestes conséquences, que les spéculateurs appréhendent du refus du roi de Hollande de laisser joindre Luxembourg à la province Prussienne de Zollverain. On craint qu'il ne suit pris en conséquence des mesures de représailles sont en refusant l'admission du sucre et du café soit en augmentant les droits d'importation. Le roi de Prusse avait tellement compté sur le consentement du roi de Hollande qu'il avait déjà envoyé un certain nombre d'officiers de douane prussiennes pour déterminer la nouvelle ligne frontière de Zollverain, et l'on en conclut qu'il doit être fort irrité.

Les journaux d'Anvers parlent de la faillite de M. Buson, consul général Belge à Galatez, laquelle fait éprouver des pertes sérieuses à plusieurs maisons d'Anvers.

Le professeur Heeren de Goettingue, doit aller visiter la France et la Belgique aux frais du gouvernement afin de rechercher les causes de l'extension extraordinaire prise par le commerce et l'industrie dans ces deux pays.

Il a été prorogué le 21 septembre une nouvelle constitution pour la principauté de Schwarz bourg Sonderhausen. Cette Constitution comprend seize chapitres et deux cent dix paragraphes. Parmi ses dispositions libérales on remarque que la nouvelle assemblée représentative doit se composer de deux nobles, neuf députés des villes et bourgs, trois députés des paysans, trois députés des professions savantes et deux députés des marchands et commerçans.

D'après un journal de Francfort, on cite un fait assez curieux qui se rattache au voyage en Allemagne de M. Thiers. Un ouvrier en fourures de Dresde qui avait fait un bonnet de fourrure pour l'Empereur Napoléon à son retour de la campagne de Russie, avait en même temps gardé celui qui lui avait été donné pour modèle et l'avait légué à sa famille comme une relique précieuse ; un de ses descendans l'a fait offrir pour 81,500 dollars à M. Thiers qui a répondu qu'il était bien aise de voir tant de sympathie pour l'Empereur Napoléon dans une famille Saxone, mais qu'il ne pouvait pas la priver d'une pareille relique à aucun prix."

Il s'est fait en outre la Gazette d'Augsbourg, un accroupe très activement en Pologne de la construction d'un chemin de fer entre Varsovie et Cracovie. Ce travail est fait par des serfs Russes. Un journal anglais va même jusqu'à annoncer que l'Empereur de Russie a l'intention de rétablir la nationalité Polonaise.

Il y a eu quelques troubles dans le royaume des Deux Siciles.

Carlsruhe, 29 septembre.—Des lettres de Prague annoncent qu'il est arrivé un accident au prince de Prusse, à une grande revue de troupes Autrichiennes près de Kuttembourg en Bohême. Pendant les exercices, le Prince qui parcourait la ligne à cheval, a reçu une blessure à la cuisse; laquelle blessure a été faite, comme on l'a reconnu à l'extraction, par un caillou qui avait été mis dans le canon d'un des fusils. On attribue cet acte au hazard et non point à la malveillance.

ORIENT.

Les nouvelles de cette partie du monde sont maintenant sans importance. Méhémet Ali est toujours dans le voisinage d'Alexandrie, habitant tranquillement à la ville de s'embarquer pour l'Angleterre, son fils aîné Ibrahim est allé faire un voyage d'agrément à Constantinople.

Les plénipotentiaires turcs et anglais qui devaient souscrire au taux du gouvernement ont depuis la banque d'Angleterre à cet cette opération que l'on s'accorde généralement à regarder comme très bonne.

Le canon, le 6 octobre 184.

Depuis notre dernier rapport (qui date de) nos ventes ont été quelconques demandes sur notre marché et plus particulièrement depuis quelques jours. Les prix ont augmenté de 100 par barril pour les qualités prime et courantes, et il y a eu depuis quelques semaines une grande activité. Les affaires dans les districts manufacturiers ont été aussi quelques améliorations, nous devons dire que cet état d'activité n'est pas encore très prononcé. Un plus grand mouvement serait possible que l'affaire McLeod qui n'est terminée de satisfaire à faire disparaître les difficultés qui auraient pu naître entre les E. U. et la Grande Bretagne, ne puisse beaucoup contribuer à ces améliorations.

Les affaires pendant le courant de la semaine expirante 29 du même mois ont été assez actives et les prix ont été soutenus. Samedi 23 courant, les affaires ont été évidemment arrêtées par la nouvelle arrivée de Liverpool, mais pendant toute la semaine comprenant les deux dernières mentionnées 6182 balles de 4 3/4 à 7, 9768 Nouvelle Orléans de 4 3/8 à 7 7/8, 1000 balles de Mobile de 4 à 6 3/4, 1700 balles de Natchez de 4 1/2 à 7 1/2. Dans le courant des deux dernières jours, sont balles environ ont été prises pour la spéculation et 1000 pour l'exportation. Les importations de la semaine ont été de 12,000 balles, et celles depuis le 1er septembre de 30,000 balles. Le stock en ce port le 30 du mois dernier était de 403,800, suivant 99,000 balles moins que l'année précédente.

Le récolte est presqu'entièrement achevée et nous avons tout lieu d'espérer qu'il n'y a eu aucun dommage sérieux. Nous sommes toujours dans l'opinion que nous avons donné dans notre dernier rapport, que la récolte ne serait pas moins forte que celle de l'année dernière ; cette opinion a été confirmée par les rapports de la semaine dernière, et nous croyons que la récolte sera probablement pas avant quelques mois, nous pensons que le droit à payer sur les grains étrangers sera réduit à 20 par Quarter, aussi on croit généralement que la dette que dans le courant de ce mois il montera à 30 ou 40